

Rencontre entre la Présidente de la Région Île-de-France et les représentants des unions et fédérations de parents d'élèves (UNAPE, FCPE, PEEP) sur la situation des lycées franciliens

Contexte. Le 7 octobre 2026 à 18h00, au Conseil régional d'Île-de-France à Saint-Ouen, la Présidente de Région a reçu les représentants des parents d'élèves des lycées franciliens. La réunion s'est tenue dans un contexte de mobilisation lycéenne et a duré environ deux heures. Elle portait sur le bâti scolaire, le plan canicule, les dégradations, la représentation de la Région en conseil d'administration et la vie lycéenne.



Réunion de travail entre la Région Île-de-France et les représentants des parents d'élèves, Conseil régional d'Île-de-France, Saint-Ouen, 7 octobre 2026.
Photo : UNAPE Île-de-France

Exposé de la Présidente

- **Plan pluriannuel d'investissement (PPI).** Il atteint 6,6 Md€ sur douze ans, contre 5 Md€ prévus à l'origine. Toutes les opérations sont lancées et 66% sont terminées. Son achèvement est prévu fin 2028.
- **Établissements cités.** Les cas de Paul-Éluard, du Corbusier à Poissy (convention à signer avec les Yvelines) et de Marcelin-Berthelot à Pantin (nouveau permis déposé) ont été présentés.
- **Micro-bâti.** La Présidente en attribue la responsabilité aux établissements, financés par la dotation globale de fonctionnement. Elle annonce un guide de la maintenance.
- **Canicule.** Elle reconnaît l'épisode de juin. Elle annonce un plan anti-canicule des proviseurs attendu à Noël, et un baccalauréat 2027 exclusivement le matin. Un fonds d'urgence d'1 M€ avait été débloqué en juin.
- **Dégradations.** Elle les estime à 7 à 10 M€ et demande aux proviseurs de déposer plainte systématiquement. Elle justifie la sanction supprimant le dispositif LABAZ pour les lycéens exclus pour violence et/ou dégradation.
- **Représentation en conseil d'administration.** Les 139 conseillers régionaux ne peuvent couvrir environ 1 000 sièges. La Région a donc désigné des personnalités qualifiées.



Intervention de l'UNAape Île-de-France

Méthode et recensement. Nabil Bouzerna, président de l'UNAape Ile-de-France (IdF), demande des groupes de travail, pour établir des diagnostics partagés et fixer des priorités et des calendriers. L'UNAape IdF a compilé en moins de 24 heures un recensement de près de dix pages des difficultés des lycées. L'UNAape IdF propose de contribuer à une cartographie rapide des problèmes, pour hiérarchiser les urgences et objectiver les besoins établissement par établissement.

Végétalisation. Il salue le plan de végétalisation des cours de la Région. Il demande de planter des arbres déjà développés, qui donnent rapidement de l'ombre, plutôt que de jeunes arbustes. Selon lui, les petites plantations des cours « oasis » communales (Paris, Palaiseau, Cachan, Bagneux, Bry-sur-Marne, Évry-Courcouronnes) n'apportent pas de réponse immédiate aux fortes chaleurs. La Présidente dit avoir elle-même demandé de grands arbres.

Confort d'été. Il dénonce des rénovations et constructions conçues pour conserver la chaleur en hiver, sans réponse suffisante à la chaleur d'été (objectifs de la RE 2020). Il cite le lycée international de Palaiseau, inauguré en 2021. L'architecte aurait refusé des volets, et les salles ont atteint 38 °C. Il rappelle que le maître d'ouvrage doit pouvoir imposer les protections nécessaires. Il donne aussi l'exemple de trappes de ventilation nocturne dans un laboratoire de Paris-Saclay construit en 2014. La Présidente admet que le confort estival doit être mieux intégré aux cahiers des charges, mais exclut une rénovation lourde immédiate.

Pompes à chaleur et climatisation. Il relève une contradiction : l'État finance des pompes à chaleur réversibles chez les particuliers, alors qu'on déconseille de climatiser les lycées. Il précise que les parents ne veulent pas de climatisation massive. Les établissements de santé, les EHPAD et les crèches doivent selon lui passer en premier. La Présidente répond que le plan canicule comportera probablement de la climatisation (CDI, réfectoires) et préfère financer d'abord la réhabilitation (bâti).

Effectifs et carte des formations. Il rappelle que la carte des formations relève de la Région. Il met en garde contre une stratégie fondée uniquement sur la baisse démographique attendue vers 2030. Cette stratégie ne répondrait pas aux besoins des territoires dynamiques : Essonne (Paris-Saclay), Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Yvelines (SQY) et Seine-Saint-Denis. Il signale des classes de 35 à 36 élèves, avec des déplacements de tables et de chaises qui font perdre jusqu'à une dizaine de minutes en début de cours. La Présidente lie ce problème à la réforme du lycée « Blanquer ».

Restauration. Il explique que le problème tient à la capacité des réfectoires et aux emplois du temps, non à la qualité des repas. Certains élèves, avec 20 à 30 minutes pour déjeuner, renoncent à la cantine et mangent à l'extérieur. La Présidente se dit fière d'être revenue en régie sur place, sans Sodexo ni Elior. Elle attribue la difficulté aux emplois du temps de la réforme Blanquer qui a introduit le système de spécialités en voie générale

Transports scolaires. Il signale des lignes engorgées, où des familles paient la carte sans que leur enfant puisse monter dans le bus (Cergy-Pontoise, Paris-Saclay). Il explique que les cellules de comptage sont parfois démontées lors d'un changement de délégataire, ce qui fausse les données de fréquentation. La Présidente annonce un plan bus 2027 de 20 M€ et demande que les parents lui remontent les cas.



Autres demandes. Il demande une adresse de contact dédiée aux parents. La Présidente annonce une boîte générique. Il demande aussi un support de communication sur les travaux, et la Région propose un diaporama. Il signale enfin des familles facturées au tarif maximum de cantine à cause d'un dysfonctionnement des quotients familiaux. La Présidente répond que les trop-perçus seront remboursés ou refacturés. Il conclut en rappelant que les représentants de parents jouent un rôle de médiateurs, et qu'ils ont besoin d'informations fiables pour le tenir.

Convergences et vigilances

- **Convergences.** Les participants s'accordent sur des groupes de travail thématiques avec un ordre du jour fixé à l'avance. Ils demandent aussi un plan canicule associant les parents et des solutions pragmatiques sans climatisation généralisée : ventilation, protections solaires, végétalisation. Ils veulent enfin un interlocuteur et une adresse de contact identifiés.
- **Vigilances.** Les désaccords portent sur la sanction liée à la LABAZ et sur les délais d'intervention de la Région. Restent aussi à surveiller les bâtiments récents inadaptés à la chaleur, les transports et les lycées professionnels.

Suites annoncées

- Réunion avec les délégués lycéens et les recteurs le 16 octobre à la Sorbonne.
- Groupes de travail, en commençant par la restauration scolaire ; le compte rendu cite aussi le bâti puis les transports.
- Présentation du plan canicule aux parents début 2027.
- Transmission du guide de la maintenance, d'un suivi des rénovations par lycée et d'un diaporama du PPI.
- Plan bus 2027 de 20 M€ et navettes autonomes à Paris-Saclay avant fin 2027.

Nabil Bouzerna
Président UNAape Ile-de-France

Karine Flon-Matis
Vice-Présidente UNAape Ile-de-France,
déléguée à l'académie de Créteil

Marina Tedaldi
Vice-Présidente UNAape Ile-de-France,
déléguée à l'académie de Versailles

Contacts UNAape Ile-de-France :

- E-mails : ur.idf.unaape@gmail.com / nabil.bouzerna@unaape.asso.fr
- Site web : <https://www.unaape-idf.fr>